

GNL : la hausse des capacités mondiales sera impressionnante d'ici à 2030 malgré l'incertitude liée aux USA

De nombreuses études prospectives ont été publiées ces dernières semaines en lien avec la COP28 et le changement d'année. Parmi les conclusions à retenir : **l'industrie mondiale du gaz naturel est appelée à poursuivre sa croissance au cours des années à venir, quoique de manière modérée. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) table ainsi sur une production amont en hausse de 1,5 % par an en moyenne sur la période 2024-2026. Cette évolution sera largement attribuable aux États-Unis** et encore davantage si jamais

Donald Trump redevient le président de ce pays, car il souhaitera stimuler le secteur US des hydrocarbures, notamment sur le plan fiscal, réglementaire et environnemental, en allégeant les contraintes qui pèsent sur le secteur. **La production de gaz s'annonce également en hausse en Europe, au Moyen-Orient et même en Russie s'il l'on en croit l'AIE. Sans oublier l'Afrique, où plusieurs pays se préparent à devenir de gros producteurs de gaz et/ou de GNL. On pense notamment au Mozambique et à la Tanzanie sans oublier la zone Sénégal-Mauritanie, qui mise beaucoup sur le gaz naturel pour les années et les décennies à venir.**

(suite en page 3)



Mozambique : report des activités d'ExxonMobil et de TotalEnergies, alors que la Russie propose son aide à Maputo

Une résurgence des hostilités par des groupes armés se revendiquant de l'État Islamique (EI) ces dernières semaines a obligé ExxonMobil et TotalEnergies à reporter de nouveau les travaux sur leurs projets de terminaux de liquéfaction au Mozambique. Les deux majors et l'Italien Eni (partenaire d'ExxonMobil au Mozambique) s'étaient réunis en novembre dernier à Maputo avec des représentants du gouvernement mozambicain et de l'Union européenne pour examiner la situation. Ils avaient alors bon espoir de voir

une amélioration de la situation sécuritaire leur permettre de reprendre leurs activités onshore au premier semestre de 2024. Pour TotalEnergies, il s'agit de réactiver la construction d'une usine de GNL de 13,1 Mt/an à Palma, dans le nord de la province de Cabo Delgado, à la frontière du Mozambique avec la Tanzanie. La Phase 1 de ce projet était à 20 % achevée lorsque le groupe français a été obligé de déclarer la force majeure et d'arrêter ses travaux en avril 2021 à cause de la détérioration de la situation sécuritaire. ExxonMobil n'a pas encore entamé la construction d'une usine GNL de 15,2 Mt/an projetée à terre. Cependant, son partenaire Eni produit déjà du GNL en mer, depuis novembre 2022, à bord d'une FLNG et ses opérations se poursuivent sans perturbations majeures, avec même une légère augmentation de la production fin 2023 (3,4 Mt/an).

Les conditions sécuritaires s'étaient considérablement améliorées l'an dernier au Mozambique grâce, en particulier, à l'action de contingents armés fournis par le Rwanda, d'une part, et de huit pays africains (Angola, Afrique du Sud, Botswana, Congo RD, Lesotho, Malawi, Tanzanie et Zambie) réunis au sein d'une force dénommée Samim, de l'autre. La région de Palma reste sécurisée grâce à l'action efficace des forces rwandaises. Dans le reste de la province de Cabo Delgado, la situation est très variable. L'efficacité de la Samim n'est pas assurée. Or, la date de retrait de ces forces interafricaines approche. En principe, elles doivent avoir quitté le Mozambique le



SOMMAIRE

GNL-capacités	p.1
Mozambique-report	p1
Equinor-Asie	p.2
GNL (suite)	p.3
TotalEnergies	p.5
Opinion	p.6
Infos-semaine	p.7
Brèves	p.9

15 juillet 2024. Une première brigade a déjà quitté ce pays à la mi-février dernier. **Quant à l'armée mozambicaine, en dépit du soutien de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Inde, elle reste particulièrement inefficace. Non seulement sa combativité laisse à désirer, mais ses membres sont fréquemment accusés d'exactions par la population. Il n'est pas question, pour le moment, d'un retrait des forces rwandaises, dont l'arrivée au Mozambique a été activement encouragée par la France.** Toutefois, la Tanzanie voisine ne voit pas d'un bon œil cette présence. Ainsi, le 23 janvier 2024, la présidente Samia Suluhu Hassan a déclaré que si l'armée tanzanienne est déployée le long de la frontière mozambicaine, ce n'est pas seulement pour combattre l'insurrection mais aussi parce que « l'armée d'un pays étranger est là, et c'est le long de nos frontières ».

La situation sécuritaire se dégrade à nouveau depuis la mi-janvier 2024

La situation sécuritaire a commencé à se détériorer à partir de la mi-janvier 2024. Il semblerait que les groupes insurgés aient reçu des renforts humains et des approvisionnements par voie de mer. Ils ont été, en effet, très actifs le long de la côte, en particulier autour du village de Mucojo, qui est situé à 135 km au sud de Palma et qui contrôle la route côtière stratégique Estrada Velha. Des militants venus d'autres groupes armés — on parle du Ahlu Sunnah Wa Jamo et de la branche de l'EI en Afrique centrale — auraient ainsi rejoint l'insurrection mozambicaine qui avait du mal, semble-t-il, à continuer de recruter parmi la population locale. Si ces informations étaient vérifiées, elles signifieraient que malgré le soutien en matériel et en formation qu'elle a reçu à ce jour, la marine mozambicaine ne parvient pas à contrôler les eaux du Mozambique.

Fait notable : la Russie a saisi l'occasion pour se rappeler au bon souvenir du gouvernement mozambicain et lui proposer son aide. Début février 2024, son ambassadeur à Maputo, Alexandre Surikov, a déclaré que Moscou était prêt à soutenir l'armée mozambicaine dans son combat contre les insurgés au Cabo Delgado. « Si les Mozambicains ont besoin d'une aide spécifique, nous sommes toujours à leurs côtés », a-t-il déclaré. Cette irruption russe sur la scène mozambicaine ne surprendra que ceux qui ont oublié que **tout au long de la guerre civile (1977-1992), Moscou a aidé le Frelimo, le mouvement qui est aujourd'hui au pouvoir à Maputo.** Or, la province de Cabo Delgado était alors plutôt contrôlée par le mouvement mozambicain rival, le Renamo. Après la guerre, celui-ci s'est transformé en parti politique : il est dans l'opposition. De nouvelles élections doivent avoir lieu au Mozambique en octobre 2024.



GNL : un petit contrat signé par Equinor avec une société indienne ne passe pas inaperçu en Europe

Equinor a signé mi-février un accord de long terme plutôt atypique. Le groupe norvégien s'est entendu avec l'entreprise indienne Deepak (spécialisée dans les engrais et la pétrochimie) pour lui vendre 0,65 Mt/an de GNL émanant de l'usine Hammerfest LNG et/ou sourcé des États-Unis. Les livraisons s'étaleront sur une période de quinze ans, avec un démarrage prévu en 2026. Même s'il est largement présent à l'international, y compris dans le secteur du GNL, Equinor n'est pas habitué à signer des accords visant à exporter du GNL norvégien vers l'Asie, a fortiori sur le long terme. Toutefois, ce contrat apparaît assez souple et il est possible que le GNL concerné émanera principalement des États-Unis — Equinor prévoit d'enlever du GNL US au cours de la période concernée et pourra le revendre s'il le souhaite. Deepak utilisera ce GNL (regazéifié) principalement pour produire de l'ammoniac destiné à un usage domestique, donc au marché indien. **Avec cet accord, les Européens vont peut-être commencer à observer de plus près les relations commerciales en cours et naissantes entre Equinor et des clients basés en dehors de l'Europe. En effet, les pays voisins de la Norvège misent notamment sur son gaz et son GNL pour compenser — au moins en partie — l'effondrement des importations de gaz russe et leur disparition annoncée d'ici quelques années. Et Oslo**

joue(ra) un rôle d'autant plus important qu'il existe maintenant quelques incertitudes concernant l'avenir du GNL US en raison de la décision récente de Joe Biden de geler les nouvelles autorisations d'exporter du GNL vers l'Europe.

Or, les Norvégiens continuent de se plaindre de leurs partenaires commerciaux européens. Oslo et Equinor estiment que la stratégie gazière de l'UE pour les décennies à venir reste floue. La Norvège, qui ne fait pas partie de l'UE, s'irrite aussi des critiques dirigées à son encontre sur le plan climatique concernant le poids des hydrocarbures dans son économie. Oslo est régulièrement accusé de « duplicité » sur la question environnementale. **Ainsi, des relations croissantes avec des acheteurs non européens pourraient éventuellement être considérées comme un « message » adressé aux Européens** (en substance : « faites-nous confiance et ménagez vos critiques, sinon nous irons chercher davantage d'opportunités ailleurs qu'en Europe »). **Pour l'heure, on peut toutefois relativiser la portée de cette annonce. En effet, Equinor est un acteur européen mais aussi international** (même s'il ne joue pas dans la même catégorie que BP, Shell ou TotalEnergies), **ce qui implique de temps à autre des contrats de ce type. En outre, les quantités de GNL en jeu avec Deepak sont faibles. Enfin, on notera qu'un accord bien plus important a été signé très récemment (en fin d'année 2023) entre le Norvégien et un acheteur européen. En l'occurrence, l'Allemand SEFE, qui s'est engagé à acheter 10 Gm³/an à Equinor jusqu'en 2034, avec possibilité de prolonger pour cinq ans. SEFE a aussi signé une lettre d'intention non contraignante en vue d'acheter à grande échelle et durant trois décennies de l'hydrogène qui sera produit en Norvège (PETROSTRATEGIES du 12 février 2024).**

*Equinor est irrité
par l'attitude
des Européens
sur la question
du gaz naturel*

Quoi qu'il en soit, l'Inde est un marché prometteur pour les compagnies pétrogazières européennes. Et de nouveaux contrats de ce type sont probables, qu'ils impliquent Equinor ou d'autres sociétés basées en Europe. Les majors (et notamment TotalEnergies, très actif en Inde) **sont évidemment en première ligne, mais il n'est pas exclu qu'Equinor renforce lui aussi ses liens commerciaux avec l'Asie. Au demeurant, les Européens, très attachés à la lutte mondiale contre le changement climatique, pourraient s'en réjouir. En effet, chaque contrat de GNL signé avec l'Inde est susceptible d'impacter défavorablement le secteur du charbon** pour la production d'électricité, et donc de contribuer à la transition énergétique de l'Inde si l'on considère que le gaz naturel est moins nocif que le charbon pour le climat. **Ce jeu de vases communicants n'est toutefois pas systématique : comme on le voit avec Deepak, le gaz en Inde n'est pas destiné uniquement au secteur de l'électricité. Les besoins de l'industrie sont importants et ils sont appelés à augmenter. Dans ce cas, il ne s'agit évidemment pas de remplacer du charbon.**



L'offre mondiale
de GNL va
augmenter
sensiblement au
cours des années
à venir

Ceci étant, la seconde moitié de la décennie 2020 sera également marquée par une hausse très modérée des besoins en gaz naturel, selon les spécialistes du secteur. Et cette tendance pourrait perdurer bien au-delà de 2030. Le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) table ainsi sur une consommation mondiale d'énergie primaire en hausse de seulement 22 % à l'horizon 2050, avec une légère augmentation de la part du gaz, qui passerait de 23 % actuellement à 26 %. Autant dire qu'il ne s'agit pas de chiffres impressionnants. En cause : le recul attendu de la consommation de gaz naturel en Europe et en Amérique du Nord. Dans ces deux régions, la lutte contre le changement climatique et la transition vers des énergies décarbonées s'imposeront comme des priorités, ce qui tendra à limiter la demande. **Toutefois, le cas des États-Unis est particulier : malgré une demande qui tendra à stagner, voire à reculer, l'offre devrait continuer d'être stimulée, le secteur misant encore et toujours sur les exportations sous forme de GNL (y compris vers l'Europe qui**

(suite de la page 1)

cherchera pourtant à limiter ses achats de gaz). **En outre, l'incertitude est de mise sur le plan climatique et environnemental : un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche impacterait (à la hausse) la production US de gaz naturel, mais également la demande.** Pendant quatre ans (la durée d'un mandat présidentiel aux États-Unis), les tendances en cours (électrification et modération du recours aux énergies fossiles) pourraient être considérablement ralenties, même si un revirement total est improbable. **De son côté, la Chine va continuer à entraîner le système gazier mondial, avec une demande qui augmentera à un rythme significatif au cours des années à venir.**

Dans ce contexte plutôt favorable au gaz naturel malgré quelques incertitudes, **le GNL va connaître une croissance impressionnante au cours des années à venir.** Bernstein estime que le monde aura besoin de beaucoup de GNL. Il table sur une demande 600 Mt/an d'ici à 2030 et de 805 Mt/an à l'horizon 2040. De son côté, **le cabinet de conseil Global Sovereign Advisory (GSA) anticipe des capacités mondiales de liquéfaction de 700 Mt/an d'ici à 2030, contre seulement 400 Mt en 2023. L'ensemble des infrastructures concernées** (usines de GNL, terminaux d'importation flottants et terrestres, gazoducs, stockages) s'en trouvera **stimulé.** D'après GSA, **à l'échelle mondiale, quelque 1100 projets d'infrastructures gazières sont actuellement en construction ou en phase de recherche de financements.** Tous ne se concrétiseront pas, mais ce chiffre donne tout de même une idée de l'engouement mondial pour le gaz naturel et surtout pour le GNL. **L'AIE entrevoit elle aussi une forte poussée du GNL, mais pas un doublement : selon ses calculs, les projets qui seront mis en service entre 2025 et jusqu'en 2030 créeront 250 Gm³/an de capacités supplémentaires, soit une hausse d'environ 45 % par rapport aux niveaux actuels (environ 560 Gm³/an à travers le monde).**

Il faut bien distinguer les capacités nominales, les capacités réelles et la production effective

Ces chiffres concernent les capacités nominales : en pratique, les capacités réelles sont toujours plus basses pour diverses raisons (incidents techniques, travaux, sinistres météorologiques, conflits). Et la production effective pourrait être encore plus limitée si jamais la demande n'était pas au rendez-vous. De quoi créer éventuellement une situation de marché excédentaire et faire baisser les prix du GNL (au moins sur le marché spot). L'AIE ne serait pas surprise par un tel phénomène. Mais le cabinet GSA voit les choses différemment : selon lui, **si la demande s'annonce vraiment trop limitée, certains projets d'exportation de GNL (en l'occurrence les plus coûteux) seront différés, voire abandonnés.** Il est vrai que dans la majorité des cas (il existe certes de grosses exceptions comme le Qatar), un projet d'usine de GNL est définitivement validé seulement s'il a obtenu des garanties suffisantes sous forme de contrats à long terme d'achat/vente de GNL. Cette règle ancienne devrait rester d'actualité au cours de la décennie.

Il faut noter que **ces prospectives ont été publiées juste avant l'annonce faite par Joe Biden de mettre en « pause » les autorisations d'exporter du GNL US vers la zone non FTA (PETROSTRATEGIES du 5 février 2024). Or, cette décision, si elle devait se solder par une « pause » très longue voire un arrêt définitif des autorisations, pourrait a priori changer la donne sur le marché mondial du GNL,** tant les États-Unis y occupent une place importante. Voilà donc un facteur supplémentaire d'incertitude à prendre en compte. Il reste pour l'instant difficile de prévoir la suite (on ne sait pas ce que décidera Joe Biden s'il est réélu et on ne sait pas non plus s'il sera réélu...). Mais les analystes ont tout de même commencé à faire leurs calculs pour essayer de quantifier ce nouveau paramètre. Ainsi, selon Wood Mackenzie, **un report limité à 18-24 mois des nouvelles FID dans le GNL US aurait probablement un impact limité. Mais un retard supérieur à deux ans pourrait se solder par un marché mondial plus tendu après 2028.** Cet obstacle pourrait aussi affecter durablement le marché, allant jusqu'à remettre en question le rôle à venir du gaz dans la transition énergétique. Toujours

selon WoodMac, en cas de pause supérieure à deux ans, trois pays producteurs de GNL (l'Australie, le Canada et le Qatar) sont bien positionnés pour compenser — au moins en partie — une carence des États-Unis. Mais là encore, il existe des incertitudes : par exemple, les usines de GNL du Canada et du Mexique auront probablement besoin d'acquérir du gaz naturel aux États-Unis. Or, la production dans l'amont de ce pays risque d'être moins importante que prévu si jamais les restrictions sur les exports de GNL sont maintenues.



TotalEnergies renforce sa présence dans l'électricité en Europe avec un rachat et un partenariat renforcé

Ces dernières semaines, TotalEnergies a dévoilé une nouvelle série d'engagements dans le secteur de l'électricité, conformément à sa stratégie visant à étendre considérablement ses activités dans ce domaine. **Le groupe français a ainsi annoncé, le 23 janvier, l'acquisition de Kyon Energy, l'un des développeurs allemands de projets de stockage par batteries qui dispose de 770 MW de projets, dont 120 MW déjà opérationnels, 350 MW en construction et 300 MW prêts à être construits. Ces capacités sont principalement situées dans le nord de l'Allemagne. Elles viennent compléter le portefeuille d'activités outre-Rhin de TotalEnergies, qui a notamment racheté en 2023 l'agrégateur d'énergies renouvelables Quadra Energy** et qui s'est vu attribuer le développement de deux parcs éoliens offshore d'une capacité totale de 3 GW au large des côtes allemandes, en mer du Nord et en Baltique. **La même année, le groupe français a remporté un contrat pour l'installation et l'exploitation de 1100 points de recharge à haute puissance pour les véhicules électriques.** « Cette acquisition va nous permettre d'accélérer le développement de nos activités Integrated Power en Allemagne, à la fois dans la production, le trading, l'agrégation et la commercialisation d'électricité bas carbone disponible 24h/24 », a indiqué Stéphane Michel, directeur général Gas, Renewables & Power de TotalEnergies. **D'ici à 2030, le groupe vise 5 GW de capacités de stockage d'électricité par batteries dans le monde.**

Parallèlement, TotalEnergies a annoncé avoir signé un nouvel accord avec la société European Energy en vue de développer des projets éoliens dans l'offshore des pays nordiques. Au Danemark, le groupe français va ainsi acquérir 85 % du projet éolien offshore de Jammerland Bugt (240 MW) ainsi que 72,2 % dans celui de Lillebaelt South (165 MW). L'agence danoise de l'énergie a confirmé, en décembre 2023, le choix d'implanter des parcs éoliens sur ces deux sites. **Les permis de construire définitifs doivent être octroyés mi-2024 pour un démarrage à l'horizon 2030. L'électricité qui y sera produite sera vendue soit sur le marché de gros de l'électricité, soit via des contrats d'achat d'électricité avec des entreprises (PPA).** En outre, **TotalEnergies et European Energy se sont entendus pour collaborer en vue de développer et d'opérer de « nouveaux projets éoliens offshore à grande échelle » en Suède et en Finlande** dans le cadre d'une co-entreprise. Les deux partenaires souhaitent également répondre aux prochains appels d'offres dans l'éolien offshore au Danemark.

Selon TotalEnergies, ce partenariat renforcé avec European Energy vise à « tirer parti des forces des deux partenaires ». Le groupe français considère qu'il est bien positionné pour les projets à grande échelle compte tenu de son expérience dans ce domaine. Il s'estime aussi en capacité de commercialiser facilement sa production d'électricité sur les marchés libéralisés. De son côté, European Energy « apporte son expertise en matière de développement de projets *greenfield* et de collaboration réussie avec les acteurs concernés dans les pays nordiques ». **En septembre dernier, les deux sociétés s'étaient déjà entendues pour développer, construire et opérer conjointement des projets d'énergies renouvelables terrestres dans plusieurs zones géographiques.**

Qui va diriger le marché gazier international ?

Extrait d'une intervention de Sadek Boussena, ancien ministre algérien de l'Énergie et président de l'OPEP de 1989 à 1991, lors d'une conférence à Alger le 2 décembre dernier*.

La Russie, le Qatar, l'Iran, les États-Unis côté producteurs, la Chine et l'Europe côté importateurs seront les principaux acteurs du « jeu gazier » qui se dessine.

L'Europe va perdre son influence sur le marché spot du GNL. Ses décisions soudaines de diminuer les importations de gaz russe et de sortir rapidement du gaz introduisent un nouveau paradigme. Une forte réduction de ses importations lui ferait perdre son influence sur le marché international. Si, en plus, l'Europe confirme l'interdiction faite à ses compagnies de participer au développement de projets gaziers dans le monde, elle s'exclura d'un business stratégique qui se poursuivra avec ou sans elle. Elle est appelée à devenir un « preneur de prix » sur le marché spot.

La Russie a perdu la main sur les prix de ses exportations.

Les Russes ne seront plus en position de leader sur aucun marché. En leur ravissant le marché européen, les Américains ont déplacé la clé de la formation des prix. La Russie va ainsi devenir, comme les autres exportateurs, un « preneur de prix ».

La Chine utilisera sa « carte premium » d'acheteur de GNL.

Ses importations gazières s'élèveraient à un niveau tel qu'elle serait, de facto, l'acheteur/arbitre du marché international¹. Elle peut aussi utiliser la flexibilité des contrats de long terme et moduler ses importations de GNL spot pour profiter de sa position d'acheteur d'appoint, transformant une dépendance vis-à-vis du marché en un atout à son service.

« Les Américains ont déplacé la clé de la formation des prix »

Les Américains veulent peser sur les prix des marchés du GNL.

Les autorités américaines ne cessent de répéter que les États-Unis vont accroître substantiellement leurs exportations et rester le premier exportateur mondial de GNL. Pour cela, ils ont besoin d'un prix relativement élevé pour conforter les promoteurs potentiels de GNL à partir du gaz de schiste² (un prix au-dessus de \$8,5 à \$9/Mbtu³). Qui peut, aujourd'hui, donner une telle garantie dans un marché aussi incertain ? Mais le gouvernement américain n'hésite pas, quand il le faut, à intervenir sur le marché pour orienter le prix. Il tentera certainement de contrôler le marché spot du GNL qui peut devenir un marché directeur pour les prix internationaux du gaz naturel⁴.

* Avant l'annonce, par Joe Biden, d'une pause dans les autorisations d'exportation de GNL US vers la zone non-FTA.

1 Elle a importé plus de 200 Gm³ en 2023 avec une prévision (haute) d'environ 400 Gm³/an dès 2030.

2 S. Boussena, « Les exportateurs de GNL américains, potentiels « faiseurs » de prix ? ». PETROSTRATEGIES, 27 février 2023.

3 Environ 27 €/MWh, le prix de septembre 2023. Dans son scénario de référence, l'AIE propose un prix de \$10/Mbtu.

4 Il a les moyens de le faire : il peut subtilement reproduire la politique qui avait soutenu le pétrole de la mer du Nord en 1973 lorsqu'il fallait encourager la production des pétroles plus coûteux hors OPEP.

INFOS-SEMAINE

POLITIQUE

Ursula von der Leyen ne dirigera pas l'OTAN, mais pourrait conserver la présidence de la CE

À quelques mois des élections européennes, qui doivent se tenir début juin, **Ursula von der Leyen (UDL) a annoncé**, le 19 février à Berlin, **sa candidature pour un nouveau mandat à la tête de la Commission européenne. À cette occasion, elle a rappelé le besoin de « concilier les objectifs climatiques et l'économie » dans le cadre du « Green Deal ».** Poussée ces derniers mois par son propre parti à alléger « le fardeau bureaucratique excessif » qui pèse notamment sur l'industrie et l'agriculture, **elle a souligné l'importance de fixer un cadre législatif « fiable » pour les investisseurs et de discuter avec l'industrie, « secteur par secteur », pour « voir comment atteindre les objectifs communs » en matière de climat.** La décision d'UDL pourrait en partie s'expliquer par ses ambitions contrariées dans un autre domaine, celui de l'OTAN. **L'ex-ministre allemande de la Défense aurait voulu prendre la tête de cette organisation** (pour succéder à Jens Stoltenberg, en poste jusqu'au 1^{er} octobre 2024). Or, selon la presse allemande, le chancelier **Olaf Scholz s'oppose catégoriquement à cette perspective et l'a fait savoir à Joe Biden, ruinant ainsi les chances d'UDL.** Le Néerlandais **Mark Rutte**, soutenu notamment par Washington, Londres et Berlin, **est maintenant considéré comme le favori pour ce poste.**

GNL-PETROLE

Mauritanie-Sénégal : arrivée du FLNG pour le projet GTA et d'une FPSO pour Sangomar

La Mauritanie et le Sénégal se préparent à exploiter commercialement leurs réserves d'hydrocarbures via le marché international. Ces deux pays vont notamment devenir prochainement des producteurs de GNL, malgré quelques contretemps susceptibles d'entraîner un léger retard par rapport au calendrier initial. **Ainsi, concernant le projet de GNL lié à Greater Tortue Ahmeyim (GTA - Mauritanie/Sénégal), BP vient d'annoncer l'arrivée sur place de l'unité flottante de liquéfaction (FLNG) construite par Golar LNG. Le projet GTA doit permettre de produire du GNL durant plus de vingt ans.** Sa phase 1 aura une capacité de 2,3 Mt/an permettant au Sénégal et à la Mauritanie d'entrer (en tant que producteurs) sur le marché

mondial du GNL. Une deuxième phase est envisagée qui permettrait de doubler la capacité totale de GTA. **Parallèlement, Woodside Energy, l'opérateur du projet pétrolier de Sangomar, a annoncé, le 13 février, l'arrivée de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) Léopold Sédar Senghor au large du Sénégal.** Cette étape ouvre la voie à l'exploitation commerciale du gisement. **La mise en service est prévue vers le milieu de cette année. En régime de croisière, il est attendu une production d'environ 100 000 b/j.** Sangomar aura un impact important pour l'économie du Sénégal. Selon la Banque mondiale, ce pays devrait connaître cette année une croissance de son PIB d'environ 10 %, tirée notamment par le secteur pétrogazier.

GAZ

UE : un premier appel d'offres à moyen terme pour un achat conjoint de gaz

Le 15 février, la Commission européenne (CE) a annoncé le lancement d'un premier appel d'offres à moyen terme pour un achat groupé de gaz via sa plateforme **AggregateEU.** Ce nouveau service permettra aux acheteurs de soumettre leur demande de gaz pendant cinq ans sur différentes périodes de six mois (d'avril 2024 à octobre 2029). Il « **vise à garantir la stabilité et la prévisibilité de l'approvisionnement aux entreprises participantes dans les années à venir, en s'appuyant sur les fondements du mécanisme de crise mis en place en 2023 »** et en accord avec les acteurs concernés, explique la CE. **Pour participer à ce premier appel d'offres à mi-parcours, les acheteurs devaient s'inscrire sur la plateforme. La demande devait être soumise au plus tard le 21 février** pour ce premier tour. La mise en concurrence est prévue du 26 au 27 février.

CLIMAT

Climat : la Chine risque de ne pas respecter ses objectifs intermédiaires (à l'horizon 2025)

Selon le Centre de recherche sur l'énergie et l'air propre (Crea - basé en Finlande), la Chine pourrait ne pas atteindre les objectifs climatiques qu'elle s'est fixés à l'horizon 2025. En cause : sa dépendance aux énergies fossiles, qui reste élevée et tend même à augmenter. À l'échelle mondiale, la Chine est le plus gros émetteur de CO₂. Elle a promis de stabiliser puis de réduire ses émissions d'ici à 2030, puis d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2060. **Dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, Beijing s'est aussi engagée sur des objectifs intermédiaires. Il est**

notamment prévu que **20 % du mix énergétique chinois provienne d'autres sources que les combustibles fossiles d'ici à 2025. Or, la reprise post-Covid de l'économie chinoise a éloigné cette possibilité**, prévient le Crea. **Ainsi, les émissions de CO₂ du secteur électrique ont bondi de 5,2 % l'an dernier**, car la Chine a augmenté (par rapport à 2022) son recours au charbon pour la production d'électricité. **Autre problème : la météorologie défavorable, avec notamment plusieurs épisodes de sécheresse qui ont pénalisé la production d'énergie hydroélectrique**, tombée à son plus bas niveau depuis plus de vingt ans. **Au final, selon le Crea, Beijing doit maintenant réduire de 4 à 6 % ses émissions pour atteindre son objectif 2025, ce qui paraît bien difficile.** À moins de compter massivement sur le développement des renouvelables : ce n'est pas tout à fait exclu, tant la Chine progresse à un rythme très impressionnant dans ce domaine (PETROSTRATEGIES du 19 février 2024).

ENTREPRISES

Repsol : bénéficiant en baisse de 25 % en 2023, en lien avec les capex et les prix du pétrole

Les résultats financiers de Repsol pour 2023 viennent d'être annoncés. Le groupe espagnol doit se contenter d'un bénéfice net de €3,17 milliards, en baisse de 25 % par rapport à 2022, qui avait été, il est vrai, une année exceptionnelle. **Ce recul est attribuable aux prix redevenus modérés du pétrole, mais aussi à un niveau élevé d'investissements.** En effet, Repsol avait annoncé fin 2020 un plan d'investissements quinquennal de €18,3 milliards (l'équivalent d'environ \$20 milliards actuellement), destiné principalement à décarboner ses activités. Sur ce total, **quelque €6,2 milliards ont été investis sur la seule année 2023. Il s'agit, indique la direction, du chiffre le plus élevé dans l'histoire de l'entreprise.** Dans le détail, en 2023, **près de 43 % des capex ont concerné des projets dans la péninsule ibérique. En termes de secteurs, 30 % des investissements ont été alloués aux renouvelables.** Repsol a ainsi installé quelque 1100 MW de nouvelles capacités dans les énergies vertes, portant sa capacité totale dans ce domaine à 2800 MW. **Le groupe espagnol entend poursuivre cette stratégie de capex élevés au cours des années à venir, avec une enveloppe comprise entre €16 milliards et €19 milliards sur quatre ans, pour la période 2024-2027. Les bénéfices de Repsol restent corrects en dépit de la taxe exceptionnelle sur les bénéfices des grands groupes énergétiques, mise en place par le gouvernement (de gauche)**

espagnol. Ce dispositif doit théoriquement s'arrêter cette année, mais la coalition actuellement au pouvoir souhaite le prolonger, voire le pérenniser. Repsol conteste ce projet, qu'il juge punitif, et menace de réduire ses capex en Espagne si Madrid confirme le maintien de cette taxe.

NUCLÉAIRE

Suède : Vattenfall confirme son projet d'implanter de nouveaux réacteurs

En Suède, Vattenfall a confirmé son projet de mettre en service d'ici à 2035 un nouveau réacteur nucléaire, en lien avec la relance de cette source d'énergie dans le pays. En juin 2022, le groupe détenu par l'État suédois avait lancé une « étude pilote » en vue de construire deux petits réacteurs modulaires (SMR) sur le site de la centrale de Ringhals. « Nous avons conclu qu'il existe de bonnes opportunités pour construire de nouvelles centrales nucléaires sur la péninsule de Värö, mais qu'il est trop tôt pour choisir le type de réacteur [...]. **L'ambition d'avoir un premier réacteur en service dans la première moitié des années 2030 demeure** », indique Vattenfall. En Suède, la coalition de droite actuellement au pouvoir avait indiqué en novembre vouloir produire « massivement » de l'énergie nucléaire en vue de décarboner le système électrique national et de répondre aux besoins croissants en électricité. Dans cette optique, Vattenfall est en train d'acquiescer des terrains dans la zone où elle projette de construire de nouveaux réacteurs. L'entreprise se prépare aussi à demander les permis nécessaires sur le plan environnemental. Selon les conclusions de l'étude pilote, **le site de Ringhals est « approprié » pour construire de nouveaux réacteurs, malgré des contraintes environnementales non négligeables** (présence de réserves naturelles protégées). **Vattenfall estime que la péninsule de Värö peut accueillir entre trois et cinq réacteurs SMR (correspondant à 1,5 GW) ou alors un réacteur conventionnel (à forte capacité). Mais il ne sera pas possible d'aller au-delà en raison de la réserve naturelle. Or, Vattenfall voudrait être en mesure de construire rapidement au moins (l'équivalent de) deux réacteurs conventionnels (ou 3 GW de capacités). Par la suite, la Suède envisage même d'atteindre une capacité équivalente à dix nouveaux réacteurs nucléaires conventionnels d'ici à 2045.** À l'heure actuelle, ce pays exploite six réacteurs nucléaires mis en service entre 1975 et 1985. Plusieurs autres réacteurs ont été arrêtés depuis 1999.

BREVES

■ Indonésie : Jera et PLN EPI vont collaborer dans le GNL

Le Japonais Jera et l'Indonésien PT PLN Energi Primer Indonesia (PLN EPI) ont signé un protocole d'accord pour développer la chaîne de valeur du GNL (approvisionnement, développement et exploitation de terminaux de réception) en Indonésie. Les deux partenaires étudieront aussi le développement d'activités liées au captage, à l'utilisation et au stockage de CO₂ (CCUS). Cette entente fait suite à l'accord récent entre Jera et l'Indonésien Pertamina, pour des opportunités d'investissement dans des infrastructures relatives aux carburants à faible teneur en CO₂.

■ Nigeria : vers la fin des subventions à l'électricité

Le Nigeria va mettre un terme à ses subventions à l'électricité, en raison de difficultés d'approvisionnement mais aussi du poids de la dette relative à ces incitations. Selon Adebayo Adelabu, le ministre de l'Electricité du pays, le Nigeria est endetté, dans ce domaine, à hauteur de \$857,5 millions. Et il doit \$1,3 milliard aux compagnies gazières. Le Nigeria a réservé cette année environ \$297 millions pour les subventions à l'électricité, mais celles-ci pourraient finir par coûter bien davantage.

■ Inde : alliance entre Adani Total Gas et InoxCVA dans le GNL

Adani Total Gas (ATGL), société indienne de distribution de gaz de ville, et Inox India (InoxCVA), fournisseur de solutions de stockage et de distribution basé dans l'État du Gujarat, vont devenir partenaires dans le cadre d'un accord de soutien mutuel pour la fourniture d'équipements et de services GNL. L'accord couvre le développement d'infrastructures liées au GNL, y compris des terminaux d'importation à petite échelle et des stations de distribution.

■ Chine : Cnooc a mis en production Suizhong 36-1/Luda 5-2

En Chine, Cnooc a mis en production le projet de développement secondaire du champ pétrolière offshore Suizhong 36-1/Luda 5-2, qui est situé dans la baie de Liaodong, en mer de Bohai, à une profondeur d'eau moyenne d'environ 30 mètres. Quelque 118 puits de développement sont prévus, dont 81 puits de production et 37 puits d'injection d'eau. Le projet devrait atteindre une production d'environ 30 300 b/j de pétrole brut en 2025. Cnooc (opérateur) détient 100 % des intérêts dans ce permis.

■ Spot ★

- Selon Eurostat, le nombre de **voitures particulières électriques** fonctionnant uniquement avec une batterie dans les pays de l'UE en 2022 a atteint près de 3 millions, soit une augmentation de 55 % par rapport à 2021 (1,9 million de véhicules)
- La coentreprise composée de **NNPC** et de **TotalEnergies** a atteint zéro torchage de routine de gaz dans tous ses actifs au Nigeria. Ce résultat s'explique par l'élimination du torchage sur le bloc OML-100. Il qui fait suite à la suppression déjà mise en œuvre sur OML 99 (en 2006), OML 102 (en 2014) et OML 58 (en 2016)
- **Lithium de France** (filiale d'Arverne Group) a obtenu un nouveau permis exclusif de recherches « lithium et substances connexes » dans le Bas-Rhin (France) par arrêté ministériel. Le permis couvre une superficie de 151 km²
- L'**Inde** va entamer des négociations avec l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans le but d'adhérer entièrement à cette organisation. Cette initiation est soutenue notamment par la France et les États-Unis. L'AIE fédère actuellement 31 membres.

Cours des Monnaies *		
Pays	Monnaie	1\$US=
Afr. du Sud	Rand	18.9125
Algérie	Dinar	134.4282
Angola	Kwanza	839.0550
A. Séoudite	Rial	3.7501
Argentine	Peso	837.8500
Australie	Dollar	1.5282
Azerbaïdjan	Mannat	1.7025
Bahreïn	Dinar	0.3770
Bolivie	Boliviano	6.9100
Bésil	Real	4.9339
Brunei	Dollar	1.3440
Bulgarie	Lev	1.8101
Canada	Dollar	1.3513
Chine	Renminbi	7.1886
Colombie	Peso	3934.8300
Corée Sud	Won	1334.7000
Danemark	Couronne	6.8982
E.A.U.	Dirham	3.6729
Egypte	Livre	30.8952
Equateur	Sucre	25000.0000
Hongrie	Forint	358.4055
Inde	Roupie	82.9713
Indonésie	Roupie	15635.00
Irak	Dinar	1310.0000
Iran	Rial	n.a.
Japon	Yen	150.2500
Kazakhstan	Tengue	451.2600
Koweït	Dinar	0.3078
Libye	Dinar	4.8450
Malaisie	Ringgit	4.7940
Mexique	Peso	17.0643
Nigeria	Naira	1650.0000
Norvège	Couronne	10.4877
Oman	Rial	0.3850
Pakistan	Roupie	279.5000
Philippines	Peso	55.9525
Pologne	Zloty	4.0026
Qatar	Rial	3.6410
R. Tchèque	Couronne	23.4288
R.-U.	Livre	0.7928
Roumanie	Leu	4.6057
Russie	Rouble C	92.5000
Singapour	Dollar	1.3440
Suède	Couronne	10.3818
Suisse	Franc	0.8808
Syrie	Livre	n.a.
Taiwan	Dollar	31.5335
Trinidad/Tob	Dollar	6.7518
Tunisie	Dinar	3.1259
Turquie	Lira	2.91
Venezuela	Bolivar	1.00
Yémen	Rial	250.1650
U.E.-11	Euro	0.9254
Zone F.CFA	Franc CFA	607.0585

* Au 21 février 2024

ISSN 0298-6019